



# l'express.mu

Shibani Finance

Mercredi 9 avril 2008 - No. 16485



Vous êtes ici: [Accueil](#) > [Economie & Business](#)

Search

## Au quotidien

- [Sommaire](#)
- [La Une](#)
- [Editorial](#)
- [Actualités](#)
- [Sports](#)

## Cette semaine

- [l'express Nord](#)
- [l'express Est](#)
- [l'express Sud](#)
- [l'express Ouest](#)
- [l'express Outlook](#)
- [l'express Rodrigues](#)
- [Culture](#)
- [Economie & Business](#)
- [Porte-monnaie](#)
- [Apartés](#)
- [Cinéma](#)
- [Tribune](#)

## Services

- [Avis de décès](#)
- [Bourse](#)
- [Horoscope](#)
- [Météo](#)
- [Petites Annonces](#)
- [Programme TV](#)
- [Publicité](#)
- [Taux de change](#)



**ÉCONOMIE & business**

Article publié le Mercredi 9 avril 2008.

ANALYSE

## Obligations d'État



Par Eric Ng Ping Cheun

Au moment où la Banque de Maurice appelle le gouvernement à faire plus d'efforts en termes de consolidation fiscale pour combattre l'inflation, la Chambre de commerce et d'industrie de Maurice demande à ce dernier d'investir davantage dans l'infrastructure économique, estimant que «consolidation cannot be achieved at the expense of public investment». Parallèlement, la «MCB Focus» trouve urgent de rehausser l'infrastructure publique qui est appelée, selon cette publication, à jouer «a leading role in uplifting the economy».

Qu'il faille améliorer les infrastructures pour soutenir la croissance économique est une évidence. Toutefois, ces deux institutions du privé ne proposent pas des moyens de financement, à part une allusion furtive au partenariat public-privé (PPP). Ne faisons pas trop d'illusions : le secteur privé est incapable de prendre des initiatives sans le soutien du gouvernement. Depuis douze ans qu'on en parle, on n'a pas vu de projet «Build-Operate-Transfer» (BOT). On aura peut-être de meilleures chances avec des investisseurs de Chine ou de Dubaï.

Il est drôle de voir le secteur privé se soucier moins du déficit budgétaire que l'État. Ce dernier a pris des engagements auprès de l'Union européenne de réduire le déficit à 3 % du produit intérieur brut (PIB) en contrepartie des financements obtenus. Lesquels serviront justement à moderniser les infrastructures, notamment «Trade-related Infrastructure».

Le pays est certainement en retard dans la modernisation de l'aéroport, du port, des télécommunications et des services publics (électricité, eau). Non pas parce que l'État n'avait pas suffisamment de moyens financiers dans le passé, mais parce qu'il faisait une mauvaise allocation des ressources. A l'époque où le précédent gouvernement investissait massivement dans le bâtiment plutôt que dans l'infrastructure économique, le secteur privé avait applaudi. L'État doit maintenant sortir du piège de la dette dans lequel il est entré.

L'investissement public avait pris une telle ampleur qu'il atteignit 39 % de l'investissement total et 8,8 % du PIB en 2003. Depuis, la part du secteur public a décliné avec une accélération en 2007 et 2008. En deux ans, l'investissement public aura régressé de 54 % en termes réels, avec pour résultat qu'il ne représente que 16 % de l'investissement total et 4 % du PIB.

On n'a pas assez souligné le fait que l'investissement privé s'est beaucoup accru ces dernières années et constitue aujourd'hui 21,2% du PIB, contre 13,8% en 2003. C'est l'investissement privé qui joue un rôle clé dans la croissance de l'économie. Grâce à lui, et malgré la contraction de l'investissement public, l'investissement total représente 25,2 % du PIB en 2008, soit une hausse de presque 4 points de pourcentage en trois ans.

Auparavant, la «MCB Focus» disait qu'il fallait un investissement privé de l'ordre de 24 % du PIB pour avoir une croissance économique de 6 % et faire reculer le chômage. L'investissement privé n'est pas encore à ce niveau mais, d'ores et déjà, l'économie croît de 6 % tandis que le taux de chômage est passé de 9,6 % en 2005 à 8,5 % en 2007. Sans doute nous faut-il une croissance soutenue de 7 % à 8 % pour éliminer le chômage. Mais alors, la part de l'investissement privé dans le PIB doit encore progresser, ce qui ne peut se faire qu'au détriment de l'investissement public...

On aimerait tant que l'État coupe dans ses dépenses courantes pour augmenter son budget de développement. Mais on sait que la moitié de celles-ci va dans les salaires et le service de la dette, qui sont des dépenses incompressibles. Et on voit mal comment l'État pourra restreindre son budget courant avec la prochaine publication du «Pay Research Bureau».

Côté revenus, les droits de douane diminuent constamment suivant l'objectif de transformer Maurice en une «Duty Free Island». Ni les entreprises ni les contribuables ne sont disposés à payer plus d'impôts par un relèvement du taux d'imposition. Et ce serait aller contre le principe de bonne trésorerie que de financer des projets de long terme par une hausse du taux de la taxe à la valeur ajoutée.













Il reste une solution, logique et praticable : que l'État émette des obligations à 20, 25 ou 30 ans pour

chaque grand projet d'infrastructure. Comme le financement est étalé sur plusieurs années, l'État gèrera mieux son endettement. Aussi, il développera le marché des capitaux et, surtout, un marché secondaire. Cette condition réunie, la population se sentira partie prenante de la croissance économique et exercera un contrôle sur la gestion des finances publiques en faisant monter les taux de rendement obligataires.

C'est le bon moment pour le ministère des Finances de lancer des obligations publiques à très long terme, vu l'énorme excès de liquidités sur le marché monétaire. La Banque de Maurice ne pourra pas éponger toute seule les excédents de liquidités, source potentielle d'inflation, sans faire faillite. Sous un tel mode de financement des infrastructures publiques, la consolidation fiscale se poursuivra sans pénaliser l'investissement public, mais en promouvant une croissance non inflationniste.

 [Haut de la page](#)

### [Les autres titres](#)

-  [HOTELLERIE: Le dessalement de l'eau s'impose](#)
-  [ORGANISATION: Le FMI veut vendre 403 tonnes d'or](#)
-  [PORT: Nouveau hub de l'océan Indien](#)
-  [QUESTIONS À... ANWAR JOONAS, NOUVEAU PRESIDENT DE LA MAURITIUS EMPLOYERS' FEDERATION: «La réforme de la loi du travail est cruciale»](#)
-  [OPINION: Conceptions chimériques](#)
-  [MARCHE BOURSIER: La semaine locale se termine en baisse](#)
-  [FINANCE: FTSE falls nearly 1% by midday banks and miners drag](#)
-  [PROFIL D'ENTREPRISE: Robert's Food : cuisine conviviale à petits prix](#)
-  [Info express](#)
-  [Le chiffre](#)
-  [Le mot](#)
-  [Coulisses](#)

[Nous contacter](#) | [Publicité](#) | [Abonnez-vous](#) | [Webmaster](#)  
© Copyright La Sentinelle  
Designed and Hosted by [Telecom Plus Ltd](#)